

Christophe Guilluy: «Ce n'est pas au peuple d'écouter les prescripteurs d'opinion, mais l'inverse»



(/) > [VOX \(http://premium.lefigaro.fr/vox\)](http://premium.lefigaro.fr/vox) > [Vox Societe \(http://premium.lefigaro.fr/vox/societe\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/societe)



Par [Guillaume Perrault \(#figp-author\)](#)
Publié le 20/12/2018 à 19h53

ENTRETIEN - Les attentes des catégories populaires vont dicter l'agenda politique des années à venir, argumente le géographe*, dont les travaux sur «la France périphérique» ont rencontré un vif succès.

LE FIGARO.- Comment renouer une alliance entre catégories sociales en France?

Christophe GUILLUY.- Sans représentants politiques satisfaisants, rendues invisibles par leur éloignement géographique des métropoles, culturellement reléguées, les classes populaires se sont rendues visibles avec un gilet jaune. Une grande partie du monde politique, médiatique et universitaire semble découvrir le peuple comme on découvrirait une tribu perdue d'Amazonie. Leur sidération donne la mesure du travail à réaliser. La technique de délégitimation morale est utilisée à plein contre les «gilets jaunes», décrits comme pollueurs, factieux, xénophobes, homophobes, etc. Il est symbolique qu'à quelques exceptions près, ce mouvement social n'ait pas reçu le soutien massif du monde des arts et du show-business. C'est très révélateur d'une fracture historique entre les milieux populaires et le monde d'en haut.

» **LIRE AUSSI - Christophe Guilluy: «Les “gilets jaunes” attestent la révolte de la France périphérique»** (<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/11/18/31003-20181118ARTFIG00132-christophe-guilluy-les-8220gilets-jaunes8221-attestent-la-revolte-de-la-france-peripherique.php>)

Le gouvernement, pour sa part, a commencé par ostraciser les «gilets jaunes», puis, changeant de ton, il a annoncé des mesures technocratiques qui révèlent un gouffre culturel et ne font qu'accentuer la fracture. Si l'on souhaite un atterrissage en douceur, le monde d'en haut et singulièrement la classe politique doit désormais prendre au sérieux l'exaspération du peuple et adapter une offre

politique aux réalités sociales d'aujourd'hui. Aucune société n'est viable sans un lien entre le haut et le bas. Les catégories supérieures doivent réapprendre à vivre avec leur arrière-pays.

«Quelle que soit son issue, on peut déjà dire que le mouvement des «gilets jaunes», et des classes populaires, a gagné sur l'essentiel : la bataille des représentations culturelles»

Christophe Guilluy

Vous estimez que le pouvoir d'influence, désormais, s'exerce de bas en haut dans la société. Qu'entendez-vous par là?

Les tentatives de délégitimation que j'évoquais n'ont eu aucun succès. Le mouvement a continué à être soutenu très majoritairement par l'opinion qui y voit pour la première fois un mouvement représentatif de l'état réel du pays. Dans ce sens, et quelle que soit son issue, on peut déjà dire que le mouvement des «gilets jaunes», et des classes populaires, a gagné sur l'essentiel: la bataille des représentations culturelles. Ces frondeurs inversent les notions de pouvoir et de puissance, en démontrant que le peuple n'a pas disparu. C'est le mouvement réel de la société.

Les aspirations des «gilets jaunes», leurs demandes ne peuvent pas être écartées, car l'enjeu n'est pas l'intégration des marges de la société, mais celle de la société tout entière. Demandes d'intégration économique par le travail mais aussi de préservation d'un capital social et culturel sont désormais sur la table. On ne pourra plus les éluder. C'est ça le soft power des classes populaires. Elles n'écoutent plus ni partis, ni prescripteurs d'opinions. Ce sont à eux qu'il appartient d'écouter ouvriers, employés et petits agriculteurs.

» **LIRE AUSSI - Christophe Guilluy et David Goodhart: «Peut-on réconcilier monde d'en haut et monde d'en bas?»** (<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/11/08/31003-20181108ARTFIG00386-christophe-guilluy-et-david-goodhart-peut-on-reconcilier-monde-d-en-haut-et-monde-d-en-bas.php>)

Le problème crucial politique et social de la France, argumentez-vous, c'est que la majeure partie des catégories populaires ne vit plus là où se crée la richesse. Comment faire pour que le marché ait de nouveau besoin des classes populaires?

Ce diagnostic est celui de tous les élus de la France périphérique qui croient dans leur majorité à la nécessité et la possibilité d'un développement local. Les travaux du géographe Gérard-François Dumont sont à ce titre très éclairants. Il a ainsi démontré que ce développement est possible à plusieurs conditions. Il doit s'appuyer sur les spécificités culturelles et économiques des territoires, une bonne gouvernance territoriale et un esprit d'entrepreneuriat. Naturellement, la redistribution est importante dans notre pays. C'est bien pourquoi nous n'avons pas assisté à un basculement politique à l'italienne dans notre pays, notamment dans ces territoires de la France périphérique où le manque de création d'emplois privés a longtemps été compensé par de la redistribution et la création d'emplois publics. Mais ce modèle est à bout de souffle. On ne pourra s'en sortir sans redynamiser économiquement ces territoires.

«On sait depuis des décennies que la majorité de la population est favorable à l'arrêt de l'immigration»

Christophe Guilluy

L'adhésion au libre-échange doit-elle être nuancée et un certain protectionnisme envisagé?

Il faut être pragmatique, aujourd'hui les métropoles mondialisées produisent l'essentiel des richesses. Impossible de s'en passer. Pourtant ce modèle atteint ses limites, en France comme dans de nombreux pays européens, parce qu'il n'intègre plus le plus grand nombre. Dans ce contexte il ne faut rien s'interdire. Par ailleurs, comme le rappelle Jean-Luc Gréau, «le protectionnisme n'est pas une idéologie. Il s'agit de d'abord de politiques de protection» qui consistent à protéger certains secteurs de l'économie et donc certaines catégories de la population.

Vous jugez qu'il est établi de longue date que l'importance des flux migratoires est au cœur des préoccupations des Français. Regrettez-vous que la question ait été exclue du débat national qui s'annonce, contrairement à l'annonce initiale d'Emmanuel Macron?

Une enquête récente de la Fondation Jean-Jaurès consacrée à la perception de l'immigration confirmait ce que l'on sait depuis des décennies à savoir que la majorité de la population est favorable à l'arrêt de l'immigration. Cette opinion est majoritaire quelles que soient les catégories sociales et les pays considérés, de la Chine au Brésil, de l'Algérie à Israël. Il n'y a guère qu'en Europe de l'Ouest, que les dirigeants se caractérisent par une si grande irresponsabilité sur cette question.

En réalité, en France, si ce débat est très clivé politiquement et idéologisé, il y a consensus dans la population - singulièrement dans les milieux populaires et, soulignons-le, quelle que soit l'origine des individus. Cette opinion n'est pas celle du «petit Blanc», mais celle du «petit» qu'il soit blanc, noir, maghrébin, qu'il soit catholique, juif, ou musulman. Bref, c'est l'opinion de ceux qui n'ont pas les moyens, contrairement aux catégories supérieures, d'instaurer une frontière, invisible mais bien réelle, avec l'Autre. Ils aspirent au contraire à une stabilisation de leur environnement. Qu'on le veuille ou non la régulation des flux se fera, car elle repose sur le mouvement réel des sociétés et une volonté majoritaire, celle de préserver son capital social et culturel.